comité d'action des citoyens de gauche de Lamorlaye

Lamorlaye Autrement

# convergences

*Cher frère blanc,*
*Quand je suis né, j'étais noir, quand j'ai grandi, j'étais noir, quand je vais au soleil, je suis noir, quand j'ai froid, je suis noir, quand j'ai peur, je suis noir, quand je suis malade, je suis noir, quand je mourrai, je serai noir. Toi, quand tu es né, tu étais rose, quand tu as grandi, tu étais blanc, quand tu vas au soleil, tu es rouge, quand tu as froid, tu es bleu, quand tu as peur, tu es vert, quand tu es malade, tu es jaune, quand tu mourras, tu seras gris. Et tu as le toupet de m'appeler homme de couleur ! (collectif - Télérama)*

**N°27 – mars-avril 2010 – Directrice de la publication : L. JEAN – 62, sixième avenue 60260 LAMORLAYE**

SOMMAIRE

- Après le vote du budget
- Un préau doit-il être ouvert ou fermé ?
- L'usine de méthanisation
- Train ou voiture ?
- Vente d'une maison
- Relais d'Assistantes Maternelles et subvention municipale : le Centre social est-il en danger ?
- Et encore, à propos des régionales
- La politique hors nos murs – liste surtout pas exhaustive…

La liste Europe Ecologie Picardie, a tenu une réunion à Lamorlaye le jeudi 4 mars à notre invitation. Nous leur avions proposé quelques thèmes : l'usine de méthanisation, le rôle du PNR (financé à 40% par le Conseil régional) dans la protection de notre environnement, le manque de transports publics, …

Nous vous offrons plus loin la « substantifique moelle » de la discussion sur la méthanisation. Et nous vous invitons à un

**REPAS CITOYEN**

**consacré aux transports**

**JEUDI 8 AVRIL à partir de 19h30**

avec Christiane Dupart, responsable des associations d'usagers des transports : LUTECE et FNAUT

Venez partager votre expérience de « transporté » et vos propositions !

Inscriptions au 06 22 05 42 36

Comment être de gauche à Lamorlaye ? Et surtout comment un élu de gauche doit-il agir à Lamorlaye ? Question que nous nous posons bien souvent… Nous n'avons pas de réponse toute faite mais trois axes pour orienter notre travail de conseiller :
- refuser la politique de la chaise (ou de la page) vide
- tenir avec sincérité notre rôle d'élu minoritaire.
- défendre, dans le cadre de la vie municipale, des positions de gauche ; c'est que nous faisons quand nous demandons plus et mieux sur la concertation ; plus pour la solidarité et la justice sociale au travers des abattements fiscaux et de tarifs tenant compte du quotient familial ; plus de logement social ou de transports publics…

Evidemment on n'obtient pas tout ce qu'on demande ! Mais la démocratie a parlé en 2008 et nous respectons à la fois la majorité qui en est issue et… nos électeurs.

Pour l'instant la démocratie vient de vivre un autre épisode avec les élections régionales : **et la gauche a très largement gagné pratiquement partout !**

La gauche l'a dit avec raison : les collectivités territoriales sont notre « bouclier social » : et le « combat » est rude et sur tous les fronts. Alors les régions, sont-elles devenues le contrepoids à la politique du président ? C'est sans doute une part d'explication.

Mais il y a autre chose : ces élections sont celles d'une équipe qui s'est appuyée sur les réalisations de la mandature passée (la gauche était sortante presque partout) et son programme. Certains ont glosé sur le manque de « visibilité » de la gauche. Mais on constate que l'invasion médiatique sur un seul nom n'a pas été très efficace pour la droite en Picardie…

Il y a la Gauche ; il y a la Droite ; cette confrontation est à la base de notre démocratie. Mais le nombre des abstentionnistes, 53,3% au second tour à Lamorlaye ! 48,8% au niveau national est aussi un signal : plus de la moitié des électeurs ne votent pas ! Souvent par désaccord ou manque de confiance dans les candidats… Ils devraient se « forcer » à choisir ! Nous avons le privilège de pouvoir (devoir) voter sans mettre notre vie en danger. Regardons autour de nous : les irakiens, n'ont pas cette chance : ils ont pourtant voté très nombreux ; malgré les bombes, 70 à 80% de participation. Le droit de vote est aussi un devoir citoyen ; sans électeurs, pas de démocratie !

Lucienne Jean

imprimé par nos soins
tiré en 2500 exemplaires – à lire aussi en ligne sur notre blog – merci de faire circuler cet exemplaire « papier »

## Après le vote du budget :

## extraits du communiqué de presse des élus de la liste de gauche

« Le vote de la gauche au Conseil municipal est toujours un vote symbolique ; les chiffres parlent d'eux-mêmes : 2 élus de gauche face à aujourd'hui 15 élus de droite majoritaires + 12 élus de droite minoritaires en opposition pour diverses raisons. Le budget 2010 passait avec 15/14 si on votait contre ; 15/12 si on s'abstenait.

Toujours dans le symbole … mais aussi dans le message ! Message au maire et à sa majorité :

1 - Nous reconnaissons un début d'application de certains des objectifs de notre programme municipal de mars 2008 dans une partie des décisions ou des projets de la majorité […]

2- Nous attendons du maire qu'il poursuive et amplifie ces points (et bien d'autres : transports, application du quotient familial sur tous les tarifs municipaux et d'abattements sur les impôts locaux, …) et que le dialogue gauche-majorité continue dans un esprit constructif !

3- Nous avons développé au cours du débat toutes les critiques que nous faisons :

- sur la conduite du débat municipal : le manque de débat institué sur l'approbation des comptes-rendus du Conseil municipal et les questions diverses, le refus de donner plus de place aux tribunes politiques, le non remplacement des adjoints n'ayant plus de délégation
- sur des choix qui s'expriment dans le budget 2010 : des choix d'investissements faits sans travail en commission et que -en l'état- nous jugeons non adaptés aux besoins et aux capacités de la commune (agrandissement de la cantine nord – fermeture de préau - …)
- hors vote du budget, mais important : un vote sur la vente d'un bien municipal […*voir article page 5*] ; les tribunes politiques toujours toutes petites dans un bulletin municipal de plus en plus volumineux ; …

Le vote de ce budget 2010 était biaisé par le climat délétère qui pèse sur le Conseil municipal depuis mars 2009.

Nous ne voulons pas jouer le jeu des oppositions qu'elles soient minoritaires de droite ou intra-majoritaires. Nous voulons préserver les conditions d'un dialogue qui a déjà porté quelques fruits à la population de Lamorlaye dans leur vie au quotidien et dont nous attendons plus.

C'est en tenant compte de l'ensemble de ces points que nous avons fait, pour cette fois, le choix de l'abstention.

### SAVOURONS LA VICTOIRE DE LA GAUCHE !

Y compris en Picardie où l'union au 2ème tour n'a pourtant pas bien fonctionné puisque le Front de Gauche n'a pas rejoint la liste conduite par le PS. Chacun apporte des explications divergentes. Le PCF « officiel » qui était partie prenante de la majorité sortante ne participera pas à cette seconde mandature ; c'est regrettable ; d'autres communistes appartenant au mouvement de Robert Hue sont élus…

Mais à Lamorlaye les résultats sont inversés ! L'UMP peut savourer ici un îlot bleu dans un océan rose. Qu'elle partage –et c'est bien inquiétant- avec le FN (une grosse tache noire !).

Et nous saluons le progrès du vote à gauche : 27,8% ce 21 mars contre 25,38 en 2004. Quel dommage que pour les municipales on n'atteigne pas ce niveau !

## Un préau doit-il être ouvert ou fermé ?

Nous sommes d'ACCORD POUR rénover et agrandir le préau de l'école Alphonse Daudet : nous faisons confiance aux enseignants qui le demandent ; ils sont évidemment les plus compétents dans ce domaine.

MAIS PAS D'ACCORD POUR le fermer ! Car le fermer, c'est le supprimer pour en faire autre chose : une salle annexe utile sans doute pour les cours de musique, de gymnastique ou autre…

Car maintenant (les travaux sont faits ou en cours), en cas de mauvais temps, les enfants passent tout le temps scolaire enfermés dans leur classe ou… dans cet avatar morlacuméen du préau : le « préau clos » !

## L'usine de méthanisation : un test pour la démocratie ?

Le 4 mars, nous avons interrogé les représentants de la liste Europe Ecologie Picardie sur le projet d'usine de méthanisation : projet emblématique de la difficulté à voir clair sur les problèmes d'environnement.

En effet les questions sont nombreuses et, pour certaines, angoissantes. Peut-on trouver une meilleure utilisation du fumier ? La méthanisation est-elle écologiquement efficace ? La méthanisation a-t-elle des défauts connus ? Comment s'assurer que le projet sera réalisé dans les meilleures conditions de sécurité ?

Nous essayons ici de résumer les informations et les réflexions développées au cours de la discussion.

D'abord sur « notre » fumier : les chevaux de course ont une nourriture de sportif très différente de celle du cheval de loisir ou de ferme (s'il en existe encore…) ; et ils seraient très médicamentés. Résultat : ils produisent un fumier qui ne devrait pas être utilisé en épandage sur les champs car il y aurait un risque de contamination par tous les produits résiduels qu'il contient. Pourtant, aujourd'hui, ce fumier est soit épandu sur des champs, soit apporté à une station de compostage : outre le coût « carbone » du transport, il y aurait donc pollution des sols puis des nappes phréatiques.

Ensuite sur le principe de la méthanisation : c'est une bonne solution A CONDITION :

1- **qu'il y ait des utilisateurs très proches de l'énergie produite** ; nous avons, en principe, des utilisateurs potentiels de la chaleur produite : la Croix Rouge à Beaularris, un futur et hypothétique hôtel au château de Broglie, les immeubles de la Montagne et même le château. Le SDIS (sous ce sigle : nos pompiers ! ) fait partie de la liste mais maintenant qu'il ne construit plus les logements de fonction prévus initialement ses besoins en chaleur doivent être faibles.

2- **que la distance de l'écurie à l'usine ne soit pas trop grande** ; l'emplacement envisagé aujourd'hui est le Mont de Pô : il est bien placé entre les écuries de Gouvieux, Chantilly et Lamorlaye ; les transports seraient donc minimisés. Soulignons au passage qu'il n'y a pas vraiment d'autre lieu «envisageable » : nos dirigeants ont bien compris que même dans le cadre d'une « réflexion » il n'est pas concevable d'imaginer cette usine dans une zone urbanisée. Il est bien sûr dommage d'abimer la forêt avec une usine ! Mais c'est acceptable si on est certain que cette usine répond bien au problème posé.

3- **que la réalisation se fasse dans le plus grand respect des conditions de sécurité**. Comment être sûr que tout sera fait dans les règles ? Il faudrait travailler en concertation : le conditionnel s'impose ; pour l'instant sauf prise en main citoyenne par « vivrealamorlaye.com » il n'y a pas de concertation entre les promoteurs du projet (la CUMA qui réunit les entraîneurs et la CCAC) et les usagers-riverains forcés… La transparence n'est pas non plus à l'ordre du jour ; tout ceci serait une affaire « privée »… Etudiée, en toute discrétion, par la CCAC depuis 2007 au moins ! Reste donc la pression citoyenne et l'enquête publique sur laquelle les citoyens, les associations soucieuses d'environnement et le PNR ont la possibilité de faire des remarques concernant en particulier la sécurité.

La méthanisation a-t-elle des « inconvénients » type « odeur d'œuf pourri » ? **La réponse est malheureusement OUI !** Et la solution est de nouveau dans un soin très grand dans la conception et la construction ainsi que dans le choix de l'emplacement.

**Economie ? Ecologie ? Qualité de vie ? Sécurité ?**

**Quand on vous dit que c'est compliqué…**

Raison de plus pour associer les usagers-citoyens à la réflexion et la prise de décision !

« Vivre à Lamorlaye » s'est créée Contre le projet. Et si on la considérait dès à présent comme un partenaire ? Ce serait un bon test pour notre démocratie locale !

REFLECHISSONS !

ICI : notre système de santé est mis à mal ; baisse des remboursements ; manque de médecins ; culpabilisation du malade… La financiarisation de la santé est en marche…

AUX ETATS- UNIS : après une rude bataille – plus d'un an de débats et ce n'est pas fini- Barack Obama a réussi à imposer une couverture médicale pour tous ! Les américains passent de l'assistance minimale (Medicare pour les personnes âgées et Medicaid pour les plus démunis) à un système qui s'inspire de notre sécurité sociale !

QUI AVANCE ? QUI RECULE ?

# Train ou voiture ? Amorce de discussion : cher voyageur, venez participer à notre repas citoyen* sur les transports

Lamorlaye, notre ville, est ce que nous en faisons. Nous, toutes et tous chacun à notre mesure. Nos décideurs, nos édiles, nos élus et notre population plus ou moins partie prenante, se sentant plus ou moins bien représentée. Notre ville, notre lien social, notre identité municipale se font par le travail, le logement, les services que l'on y trouve. Au premier rang de ces services les transports posent problème. Transports collectifs, transports individuels, transport particulier pour un accès de proximité, pour une correspondance avec le rail, avec le car, transport pour les jeunes non-conducteurs, pour les anciens qui ne conduisent plus, transports en heures creuses ou en heures de nuit, transport vers différents sites d'intérêt commercial, administratif, culturel.

Le transport fait partie de notre quotidien, surtout à Lamorlaye qui est une ville étendue ! Nous n'en sommes plus au temps où le périmètre de vie se limitait au marché de Chantilly. Nous appartenons maintenant à l'Aire Cantilienne et dépendons du Grand Paris et de Roissy où de nombreux morlacuméens se rendent chaque jour.

Et que nous offre-t-on ? Des voies d'accès à la RN 16 réduites, une anarchie de fonctionnement aux principaux carrefours, un prix élevé de parking aux gares de Chantilly ou de Coye-la-Forêt, des trains plus exigus, au nombre de wagons diminué depuis quelques mois, des horaires de plus en plus fantaisistes pour raisons sociales ou difficultés techniques. Pour le travailleur cela revient au même : arriver en retard au boulot, être transporté dans de mauvaises conditions, en deux mots mal commencer sa journée. Le retour s'effectue bien souvent de même. Qu'en est-il des parents qui doivent rechercher leur enfant en nourrice ou en périscolaire. Sur la route, ce n'est pas mieux. Les travailleurs vers Paris, et ils sont majoritaires, subissent en plus, plus d'une heure d'embouteillage. Une enquête récente confirme que le travailleur de banlieue passe plus de deux heures chaque jour, dans les transports.

Et cette situation s'aggrave à Lamorlaye : l'augmentation de la population que nous saluons doit être accompagnée, y compris pour ses transports.

Est-il normal d'avoir à payer son parking lorsque l'on ne peut pas faire autrement que de garer son véhicule pour aller à la gare et que les transports par bus sont peu efficients dans leurs horaires, dans leur desserte ! Le transport par la route est onéreux –prix du carburant, entretien du véhicule- et polluant. Malheureusement les pouvoirs publics semblent s'intéresser davantage à l'entretien des routes qu'aux conditions de transport par la SNCF : gares souvent fermées en dehors des heures de bureaux, guichet unique pour la vente des titres de transport, composteurs en panne, trains supprimés au dernier moment surtout le samedi matin !

Est-ce ça, la qualité de vie à Lamorlaye ?

Il faut rappeler que les transports n'ont jamais beaucoup préoccupé nos édiles qui se targuaient de ne pas quitter Lamorlaye, fusse pour les vacances…Il est vrai qu'ils y avaient depuis toujours trouvé un emploi. Il semble que cet état d'esprit évolue avec le nombre grandissant d'actifs qui se rendent vers la capitale.

Comme Lamorlaye, de nombreuses villes de l'Oise sont concernées par les difficultés de transport. Des mesures diverses sont proposées : transports sur appel à partir d'arrêt fixes, possibilité de trajets modifiés sous condition, minibus sur lignes régulières, implication des taxis privés dans cette organisation, étude de prix plus doux, création d'un billet rail/route et pour les plus futés : covoiturage alternatif ! Crèches près des gares…

Il serait souhaitable que l'expérience actuelle du minibus mise en place par notre municipalité depuis quelques mois soit renforcée par une meilleure signalisation : de nombreux morlacuméens ignorent son existence. Il faudrait que les horaires de desserte soient élargis sur la ville, qu'une meilleure communication se fasse sur ce thème, et puisqu'il est pour l'instant destiné aux personnes âgées, qu'un accompagnement convivial soit prévu.

* il s'agit d'une réunion ouverte à tous : on dine ensemble et on discute sur un thème choisi –ici nos difficultés de transport et les pistes pour en sortir – l'intervenant est là pour apporter des précisions et son point de vue politique au fil de la conversation. Ici nous invitons une militante associative, responsable dans deux associations d'usagers des transports Lutece (http://www.asso-lutece.org) et FNAUT (http://www.fnaut.asso.fr)... Inscriptions au 06 22 05 42 36

## La vente de la maison 38 rue du comte Komar : pas de réflexion en commission et une drôle de question…

Cette maison appartenant à la municipalité est non habitée depuis un an ! Alors que tant de gens cherchent un logement …

La mairie a décidé de la vendre et l'a annoncé au Débat d'Orientation Budgétaire. Une réflexion aurait du être menée en commission au moins pour définir les conditions de la vente : pas du tout ! Le Conseil municipal a été invité à voter la mise en vente au prix (toujours réputé très bas) fixé par les Domaines. Nous avons insisté pour que le prix de vente soit plus élevé que le prix des Domaines : sans succès. D'autres conseillers ont posé le problème du principe même de la vente : sans succès non plus.

Et voila qu'en plus, en séance, un conseiller municipal, Daniel Merlin, demande si un conseiller peut se porter acheteur !!! Etait-il sérieux ? Nous n'en savons rien ! Mais c'est au compte-rendu du conseil municipal du 29 janvier 2010.

Le maire fait une réponse évasive ; nous disons que c'est totalement exclu ; surtout si le conseil met en vente à un prix défini par le conseil –y compris le conseiller intéressé- et à un prix minimal !!! Depuis le maire a précisé qu'un conseiller ne pouvait pas être acquéreur : c'est assez évident !

## Relais d'Assistantes Maternelles (RAM) : la CCAC va en créer ; très bien ! Mais en oubliant que le Centre social de Lamorlaye en gère un à la satisfaction de tous ses usagers, parents et « nounous » !

La CCAC a décidé de se doter d'un RAM. L'idée étant d'offrir à toutes les petites communes un service équivalent à ce qui existe à Gouvieux et Chantilly au travers des structures communales ou d'associations ; à Coye la Forêt et Lamorlaye c'est le Centre Social qui gère un RAM de 115 assistantes maternelles depuis 30 ans et à la satisfaction générale. Un RAM communautaire : l'idée est bonne ; mais le réaliser sans tenir compte de l'existence du Centre Social, de son expertise et… du personnel qui en assure le fonctionnement c'est une moins bonne idée ; c'est même extrêmement bizarre voire suspect. Sur des demandes répétées des élus de Coye la Forêt (très inquiets de voir le Centre social mis en difficulté) la commission « Projets » a décidé d'intégrer le Centre social dans sa réflexion ! Lucienne Jean s'était aussi inquiétée comme les élus de Coye : la délibération proposée au Conseil communautaire ignorait totalement le Centre Social ! C'était comme s'il n'existait pas ou … n'existait (déjà) plus !

Paradoxe de notre situation que nous avons mainte fois souligné : il est plus facile d'intervenir au pré-conseil où il y a de vrais débats contrairement au conseil lui-même où il y a surtout récapitulation des décisions à prendre sans réel débat ; pour les suppléants de gauche ce n'est possible que depuis qu'ils ont été « admis » au pré-conseil communautaire…

Et finalement, le Centre social sera intégré dans la réflexion qui va s'engager...

On nous a néanmoins rappelé que si le RAM n'est pas géré en interne par la CCAC il faudra passer par un appel d'offre. On retombe ainsi sur un problème posé régulièrement par le maire à Lamorlaye…

## Avec la subvention votée en janvier, le Centre social ne boucle pas son budget !

Nous n'étions pas au courant des discussions entre le Centre et la municipalité ; dans un récent bulletin le Centre social explique qu'il s'attendait (après une grosse diminution de la subvention en 2009) à une subvention augmentée pour tenir compte de l'augmentation normale de la masse salariale : le Centre a une centaine d'employés. Une augmentation de salaire même faible appliquée à 100 employés cela fait une augmentation des dépenses à la fois prévisible et inévitable et impossible à récupérer en trouvant d'autres petites économies de fonctionnement !

Dommage que le maire n'ait pas expliqué clairement ses objectifs en proposant, comme pour la majorité des autres associations, un maintien de la subvention 2010 au niveau de celle de 2009 !

Dommage que nous n'ayons pas eu connaissance du budget présenté en Conseil d'Administration par le Centre : budget qui a été approuvé par les représentants de la municipalité présents. Sur ce point le maire conteste ! Comme il conteste vouloir la disparition du Centre social ! On a du mal à comprendre les raisons profondes de cette situation ! Pourquoi la municipalité voudrait-elle détruire un outil essentiel à « sa » politique envers la petite enfance ?

Nous avons déjà fait remarquer qu'en créant des services comme la garderie ou l'étude avec des tarifs identiques pour tous les parents quelques soient leurs revenus on favorise les plus aisés d'entre eux : c'est à dire ceux qui sont en haut de la grille de quotient familial appliqué par le Centre social ; ceux là font des économies en « abandonnant » le périscolaire du Centre social pour la garderie municipale ; mais l'équilibre financier du périscolaire offert par le Centre social en est fragilisé ; et donc l'offre faite aux parents ayant les revenus les plus modestes… Est-ce ce que l'on veut ? Nous avons du mal à le croire ! Mais c'est pourtant ce que l'on fait !!!

La municipalité a 3 membres de droit au Conseil d'administration du Centre social ; tous les 3 sont des élus de la majorité : nous l'avions regretté en mars 2008 ; nous le regrettons encore aujourd'hui ! Pour ce qui nous concerne, nous sommes prêts à participer ou simplement à assister aux séances du Conseil d'administration du Centre social si on nous y invite…

## Et encore à propos des Régionales

A l'instant où vous avez en mains ce N° 27 de Convergences, l'heure n'est plus à la propagande et aux encouragements pour garantir un score gagnant aux composantes de la gauche.

La gauche est reconduite à la tête de la région. Et l'essentiel reste à accomplir : la gauche c'est la lutte contre les inégalités territoriales. C'est le développement durable conjuguant l'économie, le social et l'environnemental. C'est la participation démocratique à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des politiques régionales.

Pour que l'équipe que nous aurons contribué à reconduire aux responsabilités puisse poursuivre sa tâche c'est-à-dire mener à bien les chantiers en cours et des projets au service de la population, elle a besoin de temps (elle en a avec cette deuxième mandature) et de moyens notamment financiers. Ce ne sera pas facile car la réforme des collectivités locales voulue par Nicolas Sarkozy ira à l'encontre d'une organisation sociale et économique favorable aux plus faibles mais aussi à la région dans toutes ses composantes.

## Et la politique hors Lamorlaye – liste surtout pas exhaustive…

- Le mouvement des sans papiers à Creil tient bon ! Les travailleurs sans papiers luttent depuis le début de l'année pour être reconnus, déclarés et obtenir des cartes de séjour. Le Cercle de Silence continue : tous les 4ème jeudi du mois, à 18h devant la gare de Creil…
- La bourde de la ministre de l'outre-mer qui déclare « se battre pour la seule Guadeloupe » et la très belle intervention de Christiane Taubira.
- Les hôpitaux sont inquiets ! Très inquiets et très en colère ! Là aussi il y a un collectif qui se bat sur tous les fronts, c'est-à-dire tous les hôpitaux de France qui sont menacés de regroupements, réduction d'effectifs, ou pure et simple disparition…
- Les manifestations et les grèves du 23 mars nous l'ont rappelé : quelle réforme des retraites va-t-on nous « proposer » ? le nouveau ministre du travail –que nous connaissons bien ici- assure que se sera « équitable » et « protecteur »… mais reculer l'âge de départ à la retraite quand le chômage augmente est-ce simplement « raisonnable » ? Et en même temps continuer à réduire le nombre d'enseignants ou d'infirmières : est-ce « plus raisonnable » ?
- …

Le CACGL se réunit (à 19h30 au Foyer culturel) le mercredi qui précède un conseil municipal pour étudier l'ordre du jour et préparer ensemble nos positions : venez donner votre avis !

Permanence des élus de gauche : le samedi de 10h à 11h en mairie

CACGL — Lamorlaye Autrement
• blog : http://lamorlayeautrement.blogspot.com - site web : http://cacgl.free.f
• pour nous contacter : cacgl@free.fr & 06 22 05 42 36